

C'est une bombe ! Sarkozy n'ayant pas signé le Traité de Lisbonne, il ne serait pas valable

écrit par Pierre Duriot | 6 mai 2024





Faire basculer cette Europe-là !

On se souvient du NON des Français au traité européen de Maastricht en 2005, qui contrariait les plans d'une élite, déjà à la manœuvre, pour la promotion de l'Europe qui nous est donnée à voir aujourd'hui.

Echaudé par ce NON, Nicolas Sarkozy, qui s'était fendu d'un discours menaçant sur un nouvel ordre mondial « auquel personne, je dis bien personne, ne pourra s'opposer », **avait décidé de faire ratifier le traité de Lisbonne**, qui n'était jamais qu'une reprise de celui de Maastricht refusé, uniquement par les parlementaires, réunis en congrès à Versailles. **Tablant sur le fait que les parlementaires seraient suffisamment déconnectés, ou « déconnectables » de leurs électeurs, pour ne pas voter comme eux. Ce fut chose faite.**

Mais un juriste, Patrice André, fait sensation sur les réseaux sociaux, en révélant récemment que la procédure veut que, par son vote, le congrès autorise le président à ratifier, c'est à dire, signer le traité de Lisbonne, or Sarkozy ne l'a jamais signé. Cela poserait donc la question

juridique de ce dossier, incomplet à Bruxelles, car pas ratifié.

Mais le juriste soulève d'autres problèmes, par exemple celui de **l'Irlande** qui a obtenu des aménagements en matière de siège à la commission européenne et en matière fiscale. Cela montre, explique-t-il, que l'Europe est un truc qui a été bricolé, par arrangements, pour aller vite et imposer ce que nous voyons aujourd'hui, c'est à dire, une Europe toute puissante, déconnectée des peuples et dont l'action, en ce qui concerne pas mal de pays, a été une ruine.

On se demande si cette révélation ahurissante ne sort pas au bon moment, sachant que pour cette Europe là, la fin semble proche, avec le vote du 09 juin. Même si, explique encore le juriste, il y a fort peu de chance pour que cette absence de signature change quoi que ce soit dans l'immédiat. **Mais allez savoir, si les choses devaient tourner au vinaigre, la France n'aurait pas besoin d'un Frexit, elle n'y est pas officiellement** et ce pourrait être là une manière de quitter cette Europe moribonde dans laquelle s'accumulent les soupçons, les enquêtes et dont les travers apparaissent de plus en plus au grand jour et au grand dam des citoyens.

Ursula Von-der-Leyen est ennuyée mais pas encore devant les juges. Le groupe politique Belge Vivant Ostbelgien s'est associé à la plainte pénale, contre elle, initiée par le lobbyiste belge Frédéric Baldan. Les affaires de corruption, de vaccination, d'effets secondaires, de guerre en Ukraine, deviennent des sujets embarrassants, avant peut-être de devenir des sujets de mises en examen. Cela semble assez verrouillé au niveau européen, mais les premières salves pourraient venir de l'étranger. **Quoi qu'il en soit, Macron est tellement aux abois qu'il évoque publiquement la « mort possible » de cette Europe : la question n'est donc plus taboue.**

Nous avons évoqué, au RPF, la sortie éventuelle de la France de l'Union Européenne, arguant qu'elle était l'un des piliers de cette construction, que l'édifice n'y survivrait pas et que donc, il n'y aurait de compte à rendre à personne.

Au moment où l'on sent bien que la dernière marche européenne serait de carrément nier les états nations, pour les transformer en banales régions européennes, dirigées par un gouvernement central, peut-être même sans élection, comme c'est le cas pour la caste dirigeante chinoise pour laquelle nos responsables sont pleins d'admiration, le clash pourrait avoir lieu après les élections du 9 juin, si d'aventure l'actuelle opposition devait devenir majoritaire. Ce qui est largement possible.

Et ce, d'autant que d'ores et déjà, il n'y a plus d'unité européenne, à tel point que les règlements d'adoption ont été modifiés, ne requérant plus l'unanimité. Le nombre de domaines pour lesquels l'unanimité est requise s'est réduit au fur et à mesure des changements de traités. Le président français Emmanuel Macron est favorable à une généralisation du vote à la majorité qualifiée, dans les principales prises de décisions européennes. La proposition qui nécessite une révision des traités, mais 13 états membres sur les 27 s'opposent à une telle réforme. C'est dire si l'unanimité n'est pas gagnée.

Cette Europe donc, son Europe, dont Macron explique qu'elle peut mourir, si effectivement elle mourait, cela arrangerait pas mal de monde. Il en ressortirait autre chose, dont on a du mal encore à définir les contours. Mais au point où nous en sommes, continuer dans cette voie mortifère serait-il préférable à un saut dans un genre d'inconnu ? Au RPF, nous ne voulons plus de cette Europe là et souhaitons même que de nombreux comptes soient demandés sur les épisodes de la pandémie de Covid et de la vaccination, sur l'utilisation de notre argent en Ukraine et sur la récente crise agricole. Il

faudra pour cela, le 9 juin prochain, une puissante mobilisation.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.

□